

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
5 juin 2023  
Français  
Original : anglais

---

**Lettre datée du 2 juin 2023, adressée au Secrétaire général et à la Présidente du Conseil de sécurité par la Chargée d'affaires par intérim de la Mission permanente de la République islamique d'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Comme suite à notre lettre datée du 24 mai 2023 ([S/2023/376](#)), je vous écris en réponse à la lettre conjointe datée du 31 mai 2023 que la Représentante permanente de l'Allemagne, le Représentant permanent de la France et la Représentante permanente du Royaume-Uni auprès de l'Organisation des Nations Unies ont adressée au Secrétaire général et à la Présidente du Conseil de sécurité ([S/2023/398](#)) et dans laquelle ils ont reproduit une suite d'accusations sans fondement contre l'Iran. Malheureusement, ces représentants ont interprété de manière erronée et injustifiée le récent tir de missile effectué par l'Iran le 25 mai 2023 comme une violation de la résolution [2231 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité. En réponse à ces allégations infondées, je tiens à rappeler fermement la position de principe de l'Iran :

1. La République islamique d'Iran rejette catégoriquement l'affirmation faite dans la lettre selon laquelle le récent tir de missile de l'Iran est incompatible avec la résolution [2231 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité. L'Iran a souligné que ses programmes spatiaux et programmes de missiles, y compris le récent tir, s'inscrivaient dans le cadre de l'exercice de ses droits légitimes et étaient pleinement conformes au droit international.

2. La République islamique d'Iran a fermement et systématiquement désapprouvé les interprétations arbitraires et trompeuses que certains pays, dont les auteurs de la lettre, faisaient des dispositions du paragraphe 3 de l'annexe B de la résolution [2231 \(2015\)](#) pour promouvoir leurs propres intérêts politiques. Il importe de noter que ces dispositions sont sans ambiguïté et n'appellent aucune autre interprétation. L'Iran a toujours souligné sa position ferme et fondée sur des principes, à savoir qu'il s'oppose à ces interprétations erronées et trompeuses, comme il l'a réaffirmé dans sa récente lettre datée du 24 mai 2023 ([S/2023/376](#)). Il affirme que de telles distorsions et de telles interprétations trompeuses ne peuvent être et ne seront pas acceptées.

3. Les auteurs de la lettre ont une fois de plus invoqué des définitions non consensuelles et non universellement acceptées du Régime de contrôle de la technologie des missiles, qu'ils ont utilisées pour propager une désinformation technique et établir un faux lien entre le paragraphe 3 de l'annexe B de la résolution [2231 \(2015\)](#) et les tirs de missiles de l'Iran. Ce raisonnement est fondamentalement vicié et repose uniquement sur des hypothèses erronées. En outre, le Régime de contrôle de la technologie des missiles est une « entente politique informelle »



exclusive entre 35 États seulement et ses critères n'emportent pas d'obligation juridique, pas même pour ses membres. Par conséquent, toute tentative consistant à présenter ce régime comme un accord international fondé sur un consensus ou universellement accepté est contraire à l'éthique, trompeuse, suspecte et inacceptable.

4. La République islamique d'Iran a souligné systématiquement et sans équivoque que ses programmes de missiles et programmes spatiaux, y compris les tirs de missiles balistiques ou de lanceurs spatiaux, n'entraient pas dans le champ d'application de la résolution [2231 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité et de ses annexes.

5. Il est évident que, par ces allégations sans fondement, les auteurs de la lettre visent non seulement à induire en erreur la communauté internationale, mais également à manipuler le mandat du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour servir leurs propres intérêts politiques étroits. Il convient de noter que ces États passent sciemment sous silence le fait qu'ils ne respectent pas eux-mêmes la résolution [2231 \(2015\)](#), malgré les demandes répétées qu'ils font à d'autres pour qu'ils y adhèrent. L'Iran considère ces accusations persistantes comme un stratagème cynique de la part des auteurs pour détourner l'attention du fait qu'ils ne respectent pas leurs engagements au titre de la résolution [2231 \(2015\)](#) et du Plan d'action global commun. En outre, ces États n'ont pas pris les mesures appropriées pour réparer les dommages causés par le retrait illégitime des États-Unis du Plan d'action global commun.

Je vous serais reconnaissante de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadrice,  
Chargée d'affaires par intérim  
(Signé) Zahra **Ershadi**

---